

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Municipalité de Mont-Blanc | 78047 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Mont-Blanc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire

Matthieu Renaud

Date

1.1 30 avril 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	32
Situation financière par organismes	33
Charges par objets	34
Excédent (déficit) accumulé	35
Avantages sociaux futurs	39

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	46
Analyse des charges consolidées	58

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Mont-Blanc

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ DE MONT-BLANC (la « Municipalité ») incluant sa quote-part lui revenant dans le partenariat auquel elle participe (le « groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2025 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que le groupe inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

PATRICE FORGET, CPA auditeur
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Mont-Tremblant, le 30 avril 2026

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	9 670 645	9 831 224	9 225 142
Compensations tenant lieu de taxes	2	88 603	82 407	88 461
Quotes-parts	3			
Transferts	4	691 109	1 879 059	802 340
Services rendus	5	264 055	339 098	243 769
Imposition de droits	6	793 700	1 516 552	1 006 682
Amendes et pénalités	7	45 400	49 276	44 758
Revenus de placements de portefeuille	8		116 930	111 781
Autres revenus d'intérêts	9	174 500	207 663	200 049
Autres revenus	10	29 750	845 073	567 273
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	11 757 762	14 867 282	12 290 255
Charges				
Administration générale	14	1 819 875	1 732 729	1 762 083
Sécurité publique	15	1 644 143	1 716 087	1 905 321
Transport	16	2 977 730	4 152 895	3 627 597
Hygiène du milieu	17	1 741 050	2 290 459	2 163 735
Santé et bien-être	18	9 330	18 496	7 706
Aménagement, urbanisme et développement	19	655 509	667 147	501 764
Loisirs et culture	20	1 387 917	1 544 028	1 401 334
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	774 183	781 776	625 811
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	11 009 737	12 903 617	11 995 351
Excédent (déficit) lié aux activités	25	748 025	1 963 665	294 904
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		30 375 270	30 080 366
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		30 375 270	30 080 366
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		32 338 935	30 375 270

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 153 602	4 480 366
Débiteurs (note 5)	2	6 514 499	5 922 107
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	10 668 101	10 402 473
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	80 254	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 900 984	1 104 782
Revenus reportés (note 11)	12	1 685 356	1 639 622
Dette à long terme (note 12)	13	20 674 269	21 314 815
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	104 263	100 849
	16	24 445 126	24 160 068
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(13 777 025)	(13 757 595)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	45 863 046	43 702 158
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	7 284	7 284
Stocks de fournitures	20	214 489	331 723
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	31 141	91 700
	23	46 115 960	44 132 865
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	32 338 935	30 375 270
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	32 338 935	30 375 270
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	32 338 935	30 375 270
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	748 025	1 963 665	294 904
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	) (	3 960 122) (	4 719 081)
Produit de cession	3			42 805
Amortissement	4		1 799 234	1 426 600
(Gain) perte sur cession	5			(40 951)
Réduction de valeur / Reclassement	6			46 228
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 160 888)	(3 244 399)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		117 234	(57 765)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		60 559	(64 403)
	13		177 793	(122 168)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	748 025	(19 430)	(3 071 663)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(13 757 595)	(10 685 932)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(13 757 595)	(10 685 932)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(13 777 025)	(13 757 595)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 963 665	294 904
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 799 234	1 426 600
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations	4.1		(40 951)
▪ Réduction de valeur d'immobilisation	4.2		46 227
▪ Cessation à titre gratuit de chemins et routes	4.3	(420 278)	
	5	3 342 621	1 726 780
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(592 392)	7 675 475
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	314 549	(2 025 281)
Revenus reportés	9	45 734	(103 193)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	117 234	(57 765)
Autres actifs non financiers	13	60 559	(64 401)
	14	3 288 305	7 151 615
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(3 054 777)	(4 621 531)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		42 805
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(3 054 777)	(4 578 726)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	1 524 004	8 521 400
Remboursement de la dette à long terme	26	(2 207 060)	(3 452 966)
Variation nette des emprunts temporaires	27	80 254	(5 749 594)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	42 510	(51 564)
Autres			
▪	29.1		
	30	(560 292)	(732 724)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(326 764)	1 840 165
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	4 480 366	2 640 201
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	4 480 366	2 640 201
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	4 153 602	4 480 366

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

La Régie intermunicipale des Trois-Lacs a été constituée conformément à l'article 580 du code municipal par un décret du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation le 22 mars 2011.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, puis la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant le partenariat auquel elle participe.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs et passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, de la « Régie intermunicipale des Trois-Lacs », partenariat auquel elle participe.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, sur la valeur nette de réalisation des stocks et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et des dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers consolidés. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers consolidés. En effet, la Municipalité est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers consolidés dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers de la Municipalité sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels autres que les éléments incorporels achetés ne sont pas constatés dans les états financiers consolidés de la Municipalité.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût, incluant toute obligation liée à la mise hors service des immobilisations, et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Travaux d'infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	15 et 40 ans
Bâtiments - Portion relative aux OMHS	5 à 10 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Machinerie et équipement	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Améliorations locatives	Durée résiduelle du bail

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations en cours de construction ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

F) Revenus**Taxes**

Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées à partir de la date de prise d'effet des certificats émis par l'évaluateur.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsqu'une demande de paiement a été effectuée, sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où la constatation survient lorsque les sommes sont encaissées.

Transferts

Les transferts sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'ils sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont rencontrées.

Services rendus

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Imposition de droits

Les revenus de licences et permis sont constatés au moment de la délivrance du permis au payeur.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'Officier de publicité foncière.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Amendes et pénalités

Les revenus liés à l'imposition d'amendes ou de pénalités sont constatés lorsque la Municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever les sommes en cause. Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires applicables prévoient un délai de contestation ou requièrent une réponse à l'accusation de la part de l'assigné, les revenus ne sont constatés que lorsque ces événements ont eu lieu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Revenus de placements de portefeuille

Les revenus de placements de portefeuille sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.

Autres revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.

Autres revenus

Les revenus rattachés à la cession d'actifs sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Ce montant est créé aux fins suivantes :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement - Autres :
 - Représente le solde de la dette à long terme relative à des activités de fonctionnement. Ce montant est amorti au fur et à mesure du remboursement du capital des dettes concernées. Ce montant fait l'objet d'aucune affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer et des avantages sociaux à payer, et la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

De plus, la Municipalité a choisi d'inclure dans les montants des versements estimatifs pour les prochains exercices présentés à la note 12, le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 4 153 602	4 480 366
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 4 153 602	4 480 366
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 4 153 602	4 480 366
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 3 806 679	4 139 950
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8 819 800	1 935 000

Note**5. Débiteurs**

	2025	2024
Taxes municipales	9 591 398	458 796
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11 4 425 812	4 212 216
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12 712 633	62 114
Organismes municipaux	13 8 900	105 548
Autres		
▪ Mutations	14.1 526 422	787 913
▪ Autres tiers	14.2 168 766	295 520
▪ ÉEQ - RITL	14.3 80 568	
	15 6 514 499	5 922 107
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16 3 351 136	3 761 979
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20 3 351 136	3 761 979
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22 226 541	303 719
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24 1 202 963	998 790
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25 2 737 044	3 063 718
Ministère de la Culture et des Communications	26	
Autres ministères/organismes	27 485 805	149 708
	28 4 425 812	4 212 216

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,24 % à 4,45 % et viennent à échéance de 2027 à 2044. Les encaissements relatifs à ces débiteurs au cours des prochains exercices sont les suivants :

2026	-	414 899 \$
2027	-	418 606 \$
2028	-	364 060 \$
2029	-	365 462 \$
2030	-	366 913 \$
2031 et plus	-	1 421 196 \$

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, est d'un montant de 5 119 832 \$.

6. Prêts

	2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29	
Prêts à un fonds d'investissement	30	
Autres		
▪	31.1	
	32	
Provision pour moins-value déduite des prêts	33	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	34	
Autres placements	35	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	36	
Autres placements	37	
	38	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41	
Autres		
▪	42.1	
	43	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

9. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 1 000 000 \$ au 31 décembre 2025 et celle-ci porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2025, cette marge était inutilisée.

De plus, en attente de financement à long terme pour certains règlements d'emprunt, la Municipalité dispose, au 31 décembre 2025, des marges de crédits spécifiques, dont les montants autorisés totalisent 7 029 962 \$ portant intérêt au taux préférentiel. Les marges sont inutilisés au 31 décembre 2025.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	999 404	279 130
Salaires et avantages sociaux	45	327 901	387 707
Dépôts et retenues de garantie	46	360 889	179 501
Provision pour contestations d'évaluation	47	6 492	42 417
Autres			
▪ TPS	48.1	1 622	2 098
▪ TVQ	48.2	3 236	4 185
▪ Intérêts courus	48.3	170 206	173 798
▪ Prime de départs élus	48.4	30 151	35 343
▪ Courus et passifs	48.5	1 083	603
	49	1 900 984	1 104 782

Note

La valeur comptable des crédoeurs et autres charges à payer, excluant les taxes à la consommation à payer et les avantages sociaux à payer, est d'un montant de 1 561 733 \$.

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Autres	55.1	14 594	14 371
▪ Ministère de la Culture et des Communications	55.2	34 000	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	566 887	791 197
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	1 056 600	821 779
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	13 275	12 275
	63	1 685 356	1 639 622

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élèvent à 273 692 \$ (2024 - 317 524 \$) pour le Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et à 372 580 \$ (2024 - 177 706 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels. Les montants constatés à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent respectivement de 498 002 \$ (2024 - 161 083 \$) et de 137 759 \$ (2024 - 430 464 \$).

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 48 594 \$ (2024 - 14 371 \$). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements dans le cadre de différents programmes de subvention. Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe concernant les paiements de transferts s'élèvent à 34 223 \$ (2024 - 3 000 \$). Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque la Municipalité respectera les stipulations prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies. Les sommes constatées à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent à 0 \$ (2024 - 12 876 \$).

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,05	5,63	2026	2054	64	20 771 841	21 454 897
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	20 771 841	21 454 897
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(97 572)	(140 082)
					72	20 674 269	21 314 815

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		4 327 767			4 327 767
2027	74		4 980 555			4 980 555
2028	75		2 739 203			2 739 203
2029	76		7 596 593			7 596 593
2030	77		1 081 672			1 081 672
2031 et plus	78		46 051			46 051
	79		20 771 841			20 771 841
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		20 771 841			20 771 841

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices n'incluent pas le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus. Les montants des refinancements par année sont les suivants :

2026 -	3 815 100 \$
2027 -	3 784 000 \$
2028 -	1 990 900 \$
2029 -	7 155 000 \$

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	165 958
Régimes de retraite des élus municipaux	89	13 399
	90	179 357

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	100 849
Autres	93.1	
	94	104 263
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	100 849
Passifs engagés	96	97 550
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	3 299
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	100 849

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Municipalité concernent seulement le désamiantage des bâtiments.

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation : 5,50 %

Période d'actualisation* : 10 ans pour l'hôtel de ville et 5 ans pour le garage/entrepôt municipal

Taux inflation : 2 %

*La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 110 000 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	6 988 948	1 995		6 990 943
Eaux usées	102	5 139 226			5 139 226
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	21 680 685	1 065 135		22 745 820
Autres					
▪ Autres	104.1	1 590 971	210 588	54 020	1 747 539
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	14 069 296	26 114	581	14 094 829
Améliorations locatives	107	6 331	100		6 431
Véhicules	108	2 585 303	688 403		3 273 706
Ameublement et équipement de bureau	109	295 291	14 533	2 118	307 706
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 260 130	815 574		3 075 704
Terrains	111	4 978 258	207 778		5 186 036
Autres	112	21 575			21 575
	113	59 616 014	3 030 220	56 719	62 589 515
Immobilisations en cours	114	81 442	929 902		1 011 344
	115	59 697 456	3 960 122	56 719	63 600 859
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	2 322 844	210 445		2 533 289
Eaux usées	117	2 479 756	95 554		2 575 310
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	5 426 336	551 344		5 977 680
Autres					
▪ Autres	119.1	519 063	82 745	54 020	547 788
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	2 564 619	423 631	581	2 987 669
Améliorations locatives	122	4 015	576		4 591
Véhicules	123	982 535	267 148		1 249 683
Ameublement et équipement de bureau	124	250 767	15 723	2 118	264 372
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 423 788	152 068		1 575 856
Autres	126	21 575			21 575
	127	15 995 298	1 799 234	56 719	17 737 813
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	43 702 158			45 863 046
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	7 284	7 284
	135	7 284	7 284
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	7 284	7 284

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Autres	143.1	31 141	91 700
Autres			
▪	144.1		
	145	31 141	91 700

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 1 109 465 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2026	-	1 045 530 \$
2027	-	46 465 \$
2028	-	12 990 \$
2029	-	3 820 \$
2030	-	660 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

20. Droits contractuels

La Municipalité possède des droits par contrats auprès de certains partenaires. Le solde des droits contractuels suivant ces contrats s'établit à 90 000 \$ pour 2026.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Municipalité fait l'objet de poursuites de 353 000 \$ de la part de contribuables à titre de compensation pour suspension d'un permis de construction. De l'avis de la direction, il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige. Le Fonds d'assurance des municipalités du Québec a pris fait et cause dans cette affaire et aucune provision n'a été constituée dans les états financiers consolidés.

La Municipalité fait également l'objet d'une autre poursuite de 116 370 \$ de la part de contribuables à titre de compensation pour l'expropriation d'un lot. De l'avis de la direction, il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige. Aucune provision n'a été comptabilisée aux livres de la Municipalité.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les activités d'investissement, la Municipalité a acquis des immobilisations corporelles, présentées dans les crédettes et charges à payer, au 31 décembre 2025 pour un montant de 485 067 \$ (2024 - 0 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les activités d'investissement, la Municipalité, a reçu à titre gratuit, des immobilisations corporelles qui ont été évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition et comptabilisées au montant de 420 278 \$ (2024 - 0 \$).

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Municipalité et la quote-part lui revenant du budget adopté par le partenariat auquel elle participe, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Municipalité est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2025	2024
Non en souffrance	129 191 \$	261 330 \$
En souffrance		
moins de 3 mois	- \$	- \$
de 3 à 6 mois	- \$	- \$
de 7 à 12 mois	- \$	- \$
plus de 12 mois	64 169 \$	58 310 \$
	193 360 \$	319 640 \$
Moins la provision pour créances douteuses	24 594 \$	24 120 \$
	168 766 \$	295 520 \$

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Solde au début	24 120 \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	474 \$
Montants recouverts	- \$
 Solde à la fin	 24 594 \$

La Municipalité est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2025	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 170 693 \$	391 040 \$	- \$	- \$	1 561 733 \$
 Dette à long terme	 4 327 767 \$	 7 719 758 \$	 8 678 265 \$	 46 051 \$	 20 771 841 \$
	5 498 460 \$	8 110 798 \$	8 678 265 \$	46 051 \$	22 333 574 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

31 décembre 2024	<u>Moins d'un an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 4 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>	<u>Total</u>
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	453 531 \$	214 844 \$	- \$	- \$	668 375 \$
Dette à long terme	<u>2 198 020 \$</u>	<u>9 087 504 \$</u>	<u>10 102 190 \$</u>	<u>67 183 \$</u>	<u>21 454 897 \$</u>
	<u><u>2 651 551 \$</u></u>	<u><u>9 302 348 \$</u></u>	<u><u>10 102 190 \$</u></u>	<u><u>67 183 \$</u></u>	<u><u>22 123 272 \$</u></u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Municipalité à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

L'instrument financier à taux fixe est la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les emprunts temporaires.

Considérant que la Municipalité comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Municipalité prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter ou diminuer l'excédent annuel lié aux activités de 2025 d'un montant de 41 536 \$.

27. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2024 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2025.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement		Organismes contrôlés et partenariats
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	9 225 142	9 670 645	9 831 224		9 831 224
Compensations tenant lieu de taxes	2	88 461	88 603	82 407		82 407
Quotes-parts	3					372 945
Transferts	4	678 499	691 109	897 014		897 014
Services rendus	5	239 122	264 055	335 717		339 098
Imposition de droits	6	949 778	793 700	1 066 552		1 066 552
Amendes et pénalités	7	44 758	45 400	49 276		49 276
Revenus de placements de portefeuille	8		60 000	116 930		116 930
Autres revenus d'intérêts	9	311 751	114 500	207 566		207 663
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					180 115
Autres	11	143 088	29 750	81 646		112 877
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	11 680 599	11 757 762	12 668 332		587 769
						12 883 156
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16	115 876		982 045		982 045
Imposition de droits	17	56 904		450 000		450 000
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18			420 278		420 278
Autres	19	417 898		131 803		131 803
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	590 678		1 984 126		1 984 126
	23	12 271 277	11 757 762	14 652 458		587 769
						14 867 282

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus	24	12 271 277	11 757 762	14 652 458		587 769	14 867 282
Charges							
Administration générale	25	1 715 840	1 819 875	1 702 087	30 642		1 732 729
Sécurité publique	26	1 834 245	1 644 143	1 633 621	82 466		1 716 087
Transport	27	2 793 652	2 977 730	3 058 496	1 094 399		4 152 895
Hygiène du milieu	28	1 953 947	1 741 050	1 705 751	350 166	607 487	2 290 459
Santé et bien-être	29	7 706	9 330	18 496			18 496
Aménagement, urbanisme et développement	30	492 663	655 509	655 122	12 025		667 147
Loisirs et culture	31	1 305 525	1 387 917	1 421 569	122 459		1 544 028
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	608 682	774 183	767 497		14 279	781 776
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	1 388 320		1 692 157 (	1 692 157)		
	36	12 100 580	11 009 737	12 654 796		621 766	12 903 617
Excédent (déficit) lié aux activités	37	170 697	748 025	1 997 662		(33 997)	1 963 665

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	170 697	748 025	1 997 662	(33 997)	1 963 665
Moins : revenus d'investissement	2	(590 678)	()	(1 984 126)	()	(1 984 126)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(419 981)	748 025	13 536	(33 997)	(20 461)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 388 320		1 692 157	107 077	1 799 234
Produit de cession	5	42 805				
(Gain) perte sur cession	6	(40 951)				
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 390 174		1 692 157	107 077	1 799 234
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 040 824)	(956 100)	(914 730)	(61 686)	(976 416)
	18	(1 040 824)	(956 100)	(914 730)	(61 686)	(976 416)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(108 493)	()	(54 345)	(781)	(55 126)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	462 228		73 783		73 783
Excédent de fonctionnement affecté	21	716 871	399 600	395 483		395 483
Réserves financières et fonds réservés	22	(365 910)	(191 525)	(269 926)		(269 926)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	704 696	208 075	144 995	(781)	144 214
	26	1 054 046	(748 025)	922 422	44 610	967 032
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	634 065		935 958	10 613	946 571

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	590 678	1 984 126	1 984 126	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	132 184)(	224 007)(	3 730)(	227 737)
Sécurité publique	3 ())))
Transport	4 (	4 018 459)(	2 367 343)(	)	2 367 343)
Hygiène du milieu	5 (	47 215)(	1 024 760)(	85 361)(	1 110 121)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	36 120)(	134 258)(	)	134 258)
Loisirs et culture	8 (	485 103)(	120 663)(	)	120 663)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	4 719 081)(	3 871 031)(	89 091)(	3 960 122)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ())))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 ())))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	6 023 400	695 675	3 730	699 405
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	108 493	54 345	781	55 126
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	250 200	135 500		135 500
Excédent de fonctionnement affecté	17	34 500	241 076		241 076
Réserves financières et fonds réservés	18	315 368	494 322		494 322
	19	708 561	925 243	781	926 024
	20	2 012 880	(2 250 113)	(84 580)	(2 334 693)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	2 603 558	(265 987)	(84 580)	(350 567)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024		2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 414 878	4 075 925	77 677	4 153 602
Débiteurs (note 5)	2	5 905 646	6 409 168	105 331	6 514 499
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	10 320 524	10 485 093	183 008	10 668 101
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			80 254	80 254
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 079 786	1 786 098	114 886	1 900 984
Revenus reportés (note 11)	12	1 625 251	1 670 762	14 594	1 685 356
Dettes à long terme (note 12)	13	21 003 733	20 416 328	257 941	20 674 269
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15	100 849	104 263		104 263
	16	23 809 619	23 977 451	467 675	24 445 126
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(13 489 095)	(13 492 358)	(284 667)	(13 777 025)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	43 199 896	45 378 768	484 278	45 863 046
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	7 284	7 284		7 284
Stocks de fournitures	20	330 028	212 659	1 830	214 489
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	91 700	31 141		31 141
	23	43 628 908	45 629 852	486 108	46 115 960
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	755 916	1 476 882	48 387	1 525 269
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 085 769	479 751		479 751
Réserves financières et fonds réservés	26	2 093 445	1 869 933		1 869 933
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(201 840)	(153 984)	()	(153 984)
Financement des investissements en cours	28	379 351	87 652	(73 282)	14 370
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	26 027 172	28 377 260	226 336	28 603 596
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	30 139 813	32 137 494	201 441	32 338 935
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	3 155 241	3 053 599	3 218 822	2 964 763
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	720 096	706 579	735 954	640 440
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	3 867 860	4 077 568	4 010 435	4 358 955
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	698 387	691 702	705 981	590 516
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	72 796	72 796	72 796	61 279
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	3 000	2 999	2 999	(25 984)
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 246 800	1 255 672	1 255 672	892 621
Transferts	15				
Autres	16	17 700	21 216	21 216	13 984
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	980 810	986 076	986 076	891 216
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		1 692 157	1 799 234	1 426 600
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1	247 047	94 432	94 432	180 961
	22	11 009 737	12 654 796	12 903 617	11 995 351

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 525 269	800 194
Excédent de fonctionnement affecté	2	479 751	1 085 769
Réserves financières et fonds réservés	3	1 869 933	2 093 445
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	153 984)(	201 840)
Financement des investissements en cours	5	14 370	379 351
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	28 603 596	26 218 351
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	32 338 935	30 375 270
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 476 882	755 916
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	48 387	44 278
	11	1 525 269	800 194
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Sécurité publique	12.1	47 928	47 928
▪ Aqueduc	12.2	144 810	167 016
▪ Bâtiments	12.3	10 983	22 084
▪ Égout	12.4	30 968	85 903
▪ Travaux publics	12.5	21 230	91 435
▪ Administration	12.6	17 333	271 035
▪ Promotion et développement	12.7		88 096
▪ Autres	12.8	206 499	312 272
	13	479 751	1 085 769
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	479 751	1 085 769

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪ Réserve aqueduc	18.1	212 652
▪ Réserve égout	18.2	143 377
▪ Réserve Lac Colibri	18.3	17 378
▪ Réserve voirie	18.4	217 135
	19	590 542
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	19 222
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	1 279 391
Organismes contrôlés et partenariats	26	1 286 866
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	38 015
Autres		
▪	32.1	
	33	1 279 391
	34	1 869 933
		1 344 103
		2 093 445

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()(
Autres	39 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()(
	41 ()(
Assainissement des sites contaminés	42 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()(
Autres		
▪	45.1 ()(
	46 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	52 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 ()(
Autres		
▪ Solde de la dette à long terme pour les activités de fonctionnement	54.1 (	153 984)(
	55 (	153 984)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	
	62 (	153 984)(
		201 840)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63 353 636	2 603 558
Investissements à financer	64 (339 266)(	2 224 207)
	65 14 370	379 351
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 45 863 046	43 702 158
Propriétés destinées à la revente	67 7 284	7 284
Prêts	68	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	
	71 45 870 330	43 709 442
Ajustements aux éléments d'actif	72 (14)	(13)
	73 45 870 316	43 709 429
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (20 674 269)(	21 314 815)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (97 572)(	140 082)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 3 351 136	3 761 979
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 153 985	201 840
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	
	79 (17 266 720)(	17 491 078)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 ())
	81 (17 266 720)(	17 491 078)
	82 28 603 596	26 218 351

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	()(
Rendement espéré des actifs	33		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8	43	
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA du nouveau volet (en années)	46	
DMERCA de l'ancien volet (en années)	47	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	48	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	49	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	50	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	51	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	52.1	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()	
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
▪			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		1
Description des régimes et autres renseignements			
Employés syndiqués : L'employeur cotise un maximum de 6 % du salaire brut dans un REER collectif si l'employé contribue dans la même proportion.			
Employés cadres et directeur général : L'employeur cotise 8 % du salaire brut des cadres et directeur général dans un REER individuel, aucune obligation des cadres à cotiser.			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	195 170	165 958
Autres régimes	115		
	116	195 170	165 958

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	5	5

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Description du régime

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminés gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de compte distinct, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2025</u>	<u>2024</u>
Cotisations des élus au RREM	118	4 382	3 976
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	14 769	13 399
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	14 769	13 399

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 777 814	5 890 900	5 890 900
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	1 309 285	1 332 418	1 332 418
Activités de fonctionnement	3	247 091	252 028	252 028
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	170 619	174 583	174 583
Activités de fonctionnement	8	2 301	2 393	2 393
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	7 507 110	7 652 322	7 652 322
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	303 915	312 849	312 849
Égout	13	129 540	123 713	123 713
Traitement des eaux usées	14	100 423	102 076	102 076
Matières résiduelles	15	677 835	681 846	681 846
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Sûreté du Québec	17.1	901 199	903 298	903 298
▪ Roulotte et Lac Colibri	17.2	2 619	2 609	2 609
Centres d'urgence 9-1-1	18	23 000	27 095	27 095
Service de la dette	19	25 004	25 416	25 416
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	2 163 535	2 178 902	2 178 902
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	2 163 535	2 178 902	2 178 902
	28	9 670 645	9 831 224	9 831 224
				2 053 404
				9 225 142

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement 29	27 000	14 241	14 241	27 273
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures 30				
Compensations pour les terres publiques 31	28 857	35 596	35 596	28 857
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux 32	3 600	3 256	3 256	3 553
Cégeps et universités 33				
Écoles primaires et secondaires 34				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux 35				
36	59 457	53 093	53 093	59 683
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière 37	1 145	1 136	1 136	1 112
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 38	1 070	1 101	1 101	1 061
Taxes d'affaires 39				
40	2 215	2 237	2 237	2 173
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière 41	23 743	23 744	23 744	23 261
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 42	3 188	3 333	3 333	3 344
43	26 931	27 077	27 077	26 605
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité 44				
Autres 45				
46				
47	88 603	82 407	82 407	88 461

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			15 543
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52	129 819	129 819	
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	219 763	170 828	216 869
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	22 740	30 043	36 561
Réseau de distribution de l'eau potable	65			
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67	4 358	9 456	1 394
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	62 000	64 704	72 492
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	2 000	2 254	2 254
Activités culturelles				
Bibliothèques	85			
Autres	86			
Réseau d'électricité	87			
	88	310 861	407 104	407 104
				342 859

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89		70 030	70 030
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95		80 000	80 000
Enlèvement de la neige	96			57 750
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105		332 806	332 806
Réseau de distribution de l'eau potable	106		499 209	499 209
Traitement des eaux usées	107			
Réseaux d'égout	108			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			58 126
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	982 045	982 045	115 876

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	100 000	209 662	209 662
Fonds de développement des territoires	135			144 288
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	280 248	280 248	280 248
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			
	140	380 248	489 910	489 910
TOTAL DES TRANSFERTS	141	691 109	1 879 059	1 879 059
				802 340

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152	10 500	10 500	10 500
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	10 500	10 500	10 500
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163		3 381	4 647
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170		3 381	4 647

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
		174		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
		179		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
		183		
Réseau d'électricité	184			
	185	10 500	10 500	13 881
				14 647

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	10 125	17 012	17 012
	189	10 125	17 012	6 512
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192			
Sécurité civile	193			
Autres	194			
	195			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196			
Enlèvement de la neige	197	50 000	49 984	49 984
Autres	198	3 700	5 752	5 752
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	53 700	55 736	55 736
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210			
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214	1 000	175	175
	215	1 000	175	175
				425
				425

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	82 800	74 541	74 541
	225	82 800	74 541	71 214
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	105 930	177 644	177 644
Activités culturelles				
Bibliothèques	227		109	109
Autres	228			369
	229	105 930	177 753	177 753
Réseau d'électricité	230			
	231	253 555	325 217	325 217
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	264 055	335 717	339 098
				229 122
				243 769

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	98 700	99 357	107 104
Droits de mutation immobilière	234	605 000	919 193	738 496
Droits sur les carrières et sablières	235	90 000	498 002	161 082
Autres	236			
	237	793 700	1 516 552	1 006 682
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	45 400	49 276	44 758
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	60 000	116 930	111 781
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	114 500	207 566	200 049
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			40 951
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		420 278	420 278
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247	7 000	8 900	62 867
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248		180 115	
Autres	249			
Redevances réglementaires	250	19 750	53 956	33 566
Autres	251	3 000	150 593	429 889
	252	29 750	633 727	567 273
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	243 098	228 747		228 747	228 747	234 752
Greffe et application de la loi	2	300 354	262 740		262 740	262 740	250 164
Gestion financière et administrative	3	1 122 426	1 040 524	30 642	1 071 166	1 071 166	1 127 064
Évaluation	4	104 000	109 385		109 385	109 385	95 894
Gestion du personnel	5	35 997	38 749		38 749	38 749	40 818
Autres							
▪ Autres	6.1	14 000	21 942		21 942	21 942	13 391
	7	1 819 875	1 702 087	30 642	1 732 729	1 732 729	1 762 083
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	922 965	927 060		927 060	927 060	835 342
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	691 278	676 628	82 466	759 094	759 094	707 396
Sécurité civile	11	2 450	3 153		3 153	3 153	337 012
Autres	12	27 450	26 780		26 780	26 780	25 571
	13	1 644 143	1 633 621	82 466	1 716 087	1 716 087	1 905 321
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 241 880	1 093 825	820 577	1 914 402	1 914 402	2 003 341
Enlèvement de la neige	15	1 571 629	1 777 274	273 822	2 051 096	2 051 096	1 463 137
Éclairage des rues	16	38 016	38 607		38 607	38 607	40 264
Circulation et stationnement	17	75 505	101 185		101 185	101 185	70 488
Transport collectif							
Transport en commun	18	50 700	47 605		47 605	47 605	48 927
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						1 440
	22	2 977 730	3 058 496	1 094 399	4 152 895	4 152 895	3 627 597

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	125 005	130 857	31 241	162 098	162 098	162 940
Réseau de distribution de l'eau potable	24	198 943	171 919	159 772	331 691	331 691	280 188
Traitement des eaux usées	25	121 032	111 839	34 489	146 328	146 328	178 875
Réseaux d'égout	26	154 960	174 734	100 633	275 367	275 367	236 255
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	131 965	143 795	14 103	157 898	170 333	148 058
Élimination	28	405 300	402 834		402 834	399 117	343 267
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	11 810	15 861		15 861	203 876	174 932
Tri et conditionnement	30						92 941
Matières organiques							
Collecte et transport	31	262 302	265 830		265 830	303 639	241 440
Traitement	32	31 500	31 146		31 146	31 146	37 880
Matériaux secs							
Autres	34						
Plan de gestion							
Autres	36						
Cours d'eau	37	4 600	5 764		5 764	5 764	1 371
Protection de l'environnement	38	293 633	251 172	9 928	261 100	261 100	265 588
Autres	39						
	40	1 741 050	1 705 751	350 166	2 055 917	2 290 459	2 163 735
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	8 850	12 787		12 787	12 787	7 226
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	480	5 709		5 709	5 709	480
	45	9 330	18 496		18 496	18 496	7 706

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	512 728	528 468	8 357	536 825	536 825	375 023
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	42 550	41 100	3 668	44 768	44 768	38 930
Tourisme	50						
Autres	51	100 231	85 554		85 554	85 554	87 811
Autres	52						
	53	655 509	655 122	12 025	667 147	667 147	501 764
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	154 501	175 556	22 882	198 438	198 438	185 492
Patinoires intérieures et extérieures	55	65 405	60 447	7 980	68 427	68 427	52 749
Piscines, plages et ports de plaisance	56	46 038	44 884	770	45 654	45 654	39 646
Parcs et terrains de jeux	57	330 589	427 579		427 579	427 579	358 376
Parcs régionaux	58	184 059	180 211		180 211	180 211	170 002
Expositions et foires	59						
Autres	60	261 323	217 118	76 686	293 804	293 804	254 152
	61	1 041 915	1 105 795	108 318	1 214 113	1 214 113	1 060 417
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	194 108	186 244	12 060	198 304	198 304	196 282
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	54 665	63 773	2 081	65 854	65 854	60 326
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	97 229	65 757		65 757	65 757	84 309
	67	346 002	315 774	14 141	329 915	329 915	340 917
	68	1 387 917	1 421 569	122 459	1 544 028	1 544 028	1 401 334

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	719 806	721 989		721 989	736 268	614 346
Autres frais	71	51 377	42 509		42 509	42 509	37 449
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	3 000	2 999		2 999	2 999	(25 984)
	74	774 183	767 497		767 497	781 776	625 811
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		1 692 157 (	1 692 157)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			1 995
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	76 330	76 330	480 091
Autres infrastructures	11	2 131 640	2 131 640	141 930
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	26 105	26 114	42 582
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15		100	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	600 279	688 403	126 092
Ameublement et équipement de bureau	18	14 499	14 531	9 447
Machinerie, outillage et équipement divers	19	814 400	815 226	164 686
Terrains	20	207 778	207 778	74 928
Autres	21			3 677 330
	22	3 871 031	3 960 122	4 719 081

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			1 995
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	2 207 970	2 207 970	622 021
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	1 663 061	1 752 152	4 095 065
	12	3 871 031	3 960 122	4 719 081

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 080 407	114 600	142 606	1 052 401
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	16 612 511	589 604	833 811	16 368 304
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	17 692 918	704 204	976 417	17 420 705
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 761 979		410 843	3 351 136
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 761 979		410 843	3 351 136
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	3 761 979		410 843	3 351 136
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 761 979		410 843	3 351 136
	19	21 454 897	704 204	1 387 260	20 771 841
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21		819 800	819 800	
Dette à long terme	22	21 454 897	1 524 004	2 207 060	20 771 841

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	20 513 900	21 143 815
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	265 984	2 224 207
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 279 391	1 286 866
Débiteurs	8	3 351 136	3 761 979
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	16 149 357	18 319 177
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13	257 941	310 986
Endettement net à long terme	14	16 407 298	18 630 163
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	586 753	608 365
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	16 994 051	19 238 528
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	16 994 051	19 238 528
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	104 000	104 096	104 096
Autres	3	135 450	140 353	140 353
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	6 000	5 895	5 895
Sécurité civile	6			
Autres	7			6 370
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	49 200	47 303	47 303
Autres	10			46 607
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	802 800	803 208	803 208
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17		5 309	5 309
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	74 950	75 283	75 283
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	38 000	38 056	38 056
Autres	21			34 991
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	36 400	36 169	36 169
Activités culturelles	23			5 981
Réseau d'électricité	24			
	25	1 246 800	1 255 672	1 255 672
				892 621

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1	28 844	
Charges sociales	2	5 298	
Biens et services	3	3 836 889	4 719 081
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 871 031	4 719 081

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	9,70	35,00	18 874,76	*****	*****	*****
Professionnels	2	0,52	35,00	991,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	15,67	35,00	30 624,86	*****	*****	*****
Cols bleus	4	13,16	40,00	26 733,87	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	39,05		77 224,49	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			171 519	26 033	197 552
	10	46,05			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	30 042	103 170	229 636		362 848
Réseau de distribution de l'eau potable	3		229 636	269 573		499 209
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	9 456				9 456
Autres	6	857 518	150 028			1 007 546
	7	897 016	482 834	499 209		1 879 059

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	113 338	74 477
	4	113 338	74 477
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	6 322	8 269
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	6 322	8 269
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	400 681	352 580
Enlèvement de la neige	12	148 735	93 258
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	549 416	445 838
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		1 003
Réseau de distribution de l'eau potable	18	62 356	48 131
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	26 694	21 661
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24	1 020	1 122
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	90 070	71 917
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	8 351	8 042
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		139
	41	8 351	8 181
Réseau d'électricité			
	42		
	43	767 497	608 682

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jean Simon Levert	1.1 Maire	38 027	16 963	7 612	3 346
Michel Bédard	1.2 Conseiller	9 393	4 697	600	
Alain Lauzon	1.3 Conseiller	12 470	6 235	260	130
Carol Oster	1.4 Conseiller	11 955	5 978	260	130
Anne Létourneau	1.5 Conseiller	12 435	6 218		
Guy Simard	1.6 Conseiller	12 434	6 218		
Réal Tourigny	1.7 Conseiller	10 570	5 285		
Marie-Hélène Ouellette	1.8 Conseiller	3 008	1 504		
Daniel Picard	1.9 Conseiller	1 865	932		
Marilou Boulanger	1.10 Conseiller	1 865	932		
	2	114 022	54 962	8 732	3 606

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	450 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	273 692 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

47

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

48 372 580 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

49

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

50 118 766 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

51

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 _____ \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 _____ 64 458 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ 604 191 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 40 528 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 23 824 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 10 571 \$
 - Systèmes de drainage 83 2 756 \$
 - Abords de routes 84 27 830 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ 105 509 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ 709 700 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

S.O.

- Relatives à l'entretien d'été :

S.O.

e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 13311-04-2026

b) Date d'adoption de la résolution

90 2026-04-08

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 10384-12-2019

b) Date d'adoption de la résolution

93 2019-12-03

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-----|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 485 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 272 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9

Adresse courriel du directeur général

10

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-05-01 09:32